



FLASH DE CONJONCTURE



SYNTHESE

L'activité économique nationale continue de subir les effets de la propagation de la maladie à coronavirus (Covid-19) au niveau international et intérieur, caractérisés par la baisse aussi bien de l'offre que de la demande de biens et services. Toutefois, elle bénéficie de la poursuite du Plan National de Développement (PND) 2019-2020, avec la réalisation des grands projets d'infrastructures publiques, du Programme Social du Gouvernement, ainsi que du Plan de Soutien Economique Social et Humanitaire (PSESH).

Au niveau sectoriel, à fin juillet 2020 et comparativement à la période correspondante de 2019, le secteur primaire enregistre une progression des productions de noix de cajou, de banane dessert, de sucre, de coton graine et d'ananas. Au niveau du secondaire, l'activité industrielle devrait enregistrer une baisse consécutive au repli des « industries extractives » et des « industries manufacturières ». Le secteur tertiaire, quant à lui, enregistre un repli, affecté par les effets des mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19 prises par le Gouvernement.

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2020, les prix à la consommation progressent de 2,5% en glissement annuel, en lien avec les hausses des prix des produits comestibles (+4,8%) et de ceux des produits non alimentaires (+1,5%).

L'évolution du marché de l'emploi privé formel est contrastée avec une hausse de 20,9% des nouvelles immatriculations et des réembauches, comparées aux sept premiers mois de l'année 2019, combinée à une poussée des cessations d'activité au mois de juillet 2020 (10 446 après 2 774 le mois précédent et 3 567 un an plus tôt). L'effectif des salariés à fin juillet 2020, enregistre une hausse de 3,1% comparé à celui du début de l'année 2020, portée à la fois par les secteurs public (+5,5%) et privé (+2,5%).

La situation des finances publiques est marquée par une baisse des recettes totales et dons de 5,7% et une hausse des dépenses totales et prêts nets de 7,4% par rapport aux niveaux à fin juillet 2019. Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 993,8 milliards de FCFA.

Concernant le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur se sont contractées respectivement de 5,5% et 4,1%. Il découle de ces évolutions un excédent commercial de 622,6 milliards de FCFA contre 710,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Les termes de l'échange s'améliorent de 6,3%, grâce au repli des prix à l'importation.

Le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'accroît de 8,7% (+247,5 milliards de FCFA), en glissement annuel sur la période sous revue, dénotant du maintien du financement de l'économie. La masse monétaire connaît une expansion de 17,2%, en lien avec les améliorations des actifs extérieurs nets (+41,7%), des créances sur l'économie de (+8,9%) et des créances nettes sur l'Administration Centrale (+4,0%).

L'activité boursière régionale a été marquée par une décrue continue des principaux indicateurs et par une préférence plus accrue des investisseurs pour le marché obligataire.

CONTEXTE ECONOMIQUE

L'environnement économique mondial est marqué au mois de juillet 2020 par la reprise progressive de l'activité après la chute enregistrée au cours des deux premiers trimestres de l'année 2020 du fait de l'impact des mesures de lutte contre la pandémie à

coronavirus (COVID-19). Ce regain est consécutif au déconfinement des populations, à la reprise de certaines activités et à l'ouverture totale ou partielle des frontières des pays.

Par ailleurs, des plans de relance économique sont mis en œuvre ou en cours d'adoption dans plusieurs pays pour renforcer la demande mondiale qui reste fragile.

Le Fonds Monétaire International (FMI), dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale mises à jour le 17 juillet 2020, prévoit une contraction de la production mondiale de 5,2% en 2020. Le PIB des pays avancés ainsi que celui des économies émergentes et en développement devraient baisser respectivement de 8,1% et 3,1%. De même, le PIB de l'Afrique subsaharienne enregistrerait un recul de 3,2%.

Ces perspectives restent soumises aux incertitudes liées à une recrudescence des cas de contamination à la Covid-19 qui induirait une perturbation durable du commerce mondial, des chaînes d'approvisionnement et du secteur financier.

Sur le **marché des matières premières**, en variation mensuelle, le cours du cacao baisse de 5,7% au mois de juillet 2020, en raison du reflux de la demande. Quant au cours moyen du pétrole brut, il croît de 7,4%, poursuivant son redressement entamé au mois de mai 2020, après sa forte chute d'avril 2020. Le pétrole tire profit de la reprise de l'activité industrielle dans certains grands pays, notamment la Chine ainsi que des perspectives d'une faiblesse de l'offre imputable à des stocks bas. Aussi, les cours du coton (+1,0%), du caoutchouc (+4,2%) et de l'huile de palme (+6,5%) continuent leur progression amorcée au deuxième trimestre 2020.

En ce qui concerne le cours de l'or (+6,4%), il maintient sa bonne évolution observée depuis le début de l'année. Le métal jaune profite ainsi de sa qualité de valeur refuge.

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année, les cours du cacao (+2,4%), du café (+6,3%) et de l'or (+26,7%) progressent en glissement annuel, tandis que ceux du coton

(-13,6%), du caoutchouc (-13,5%) et du pétrole brut (-38,6%) régressent.

Sur le **marché des changes**, comparé au mois précédent, l'euro s'est apprécié de 5,1% par rapport au dollar américain, au cours du mois de juillet 2020. La monnaie européenne profite de la fragilisation de l'économie des Etats-Unis qui est durement affectée par la Covid-19.

Au plan national, l'activité économique évolue dans un environnement marqué, au mois de juillet 2020, par la levée de la mesure d'isolement du grand Abidjan. Cette mesure, entrée en vigueur le 29 mars 2020, visait la restriction de circulation des populations et du transport entre le Grand Abidjan et les villes de l'intérieur du pays, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19. Par ailleurs, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre du PND 2016-2020, du plan de riposte sanitaire ainsi que du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire.

L'exécution du PND 2016-2020, malgré le contexte de la Covid-19, a consisté en la poursuite de la réalisation des grands projets structurants et en l'accroissement de l'offre de services publics notamment au niveau de la santé, de l'éducation, de la fourniture d'eau potable, de l'assainissement et de l'électrification.

Le PSESH permet, quant à lui, de soutenir les entreprises et les populations les plus affectées par l'impact des mesures d'endiguement de la Covid-19.

Réalisations sectorielles à fin juillet 2020 comparées à celles à fin juillet 2019, sauf indication contraire.
Valeurs en FCFA

Secteur réel

L'activité économique est caractérisée, à fin juillet 2020, par une évolution mitigée de l'agriculture d'exportation dans le secteur primaire et par une baisse d'activité des secteurs secondaire et tertiaire en lien avec les mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Secteur primaire

Le secteur primaire reste marqué par une évolution contrastée des principales spéculations de l'agriculture d'exportation. Les productions de noix de cajou, de banane dessert, de coton graine et de sucre ressortent en hausse, tandis que celles de cacao, de café, d'ananas et de bois en grume se contractent.

La production de **banane dessert** bénéficie de l'accroissement des investissements dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de la filière, portant notamment sur la réintroduction des petits planteurs, l'amélioration des outils de production et le développement du marché sous régional. La production et la commercialisation ont résisté à la Covid-19, grâce à l'anticipation de la mise en place de certaines mesures barrières par les responsables de la filière.

L'accroissement de la production de **noix de cajou** s'explique, notamment, par la fermeture des frontières qui a permis de réduire considérablement les sorties frauduleuses de la production vers certains pays limitrophes.

Dans l'ensemble, les filières agricoles font face à des difficultés de commercialisation et d'approvisionnement en intrants, en lien avec les mesures prises pour freiner l'évolution de la pandémie et le recul des cours de certaines spéculations.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	7 mois 2019	7 mois 2020	Variation (%)
Cacao*	988 514,2	865 431,4	-12,5
Café	92 839,8	82 694,4	-10,9
Noix de cajou	612 685,9	704 334,0	15,0
Ananas	26 644,1	24 006,3	-9,9
Banane dessert	259 228,7	278 236,6	7,3
Coton graine*	360 073,5	368 026,1	2,2
Sucre*	113 693,9	115 335,0	1,4
Bois en grumes*	744 865,5	621 656,1	-16,5

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin juin

Secteur secondaire

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) accuse un repli de 1,7% à fin juin 2020 après une progression de 3,7% à fin mars 2020. Cette évolution résulte d'une part, du recul des « industries extractives » (-3,3%) et des « industries manufacturières » (-1,6%) et d'autre part, de l'accroissement des « industries environnementales » (+3,4%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+4,1%).

Les « industries extractives » pâtissent du repli de la branche « extraction d'hydrocarbures » (-16,2%) dû à la contraction de la production de pétrole brut.

Ainsi, à fin juillet 2020, l'extraction de pétrole brut se contracte de 24,3% tandis que celle de gaz naturel augmente de 2,0%.

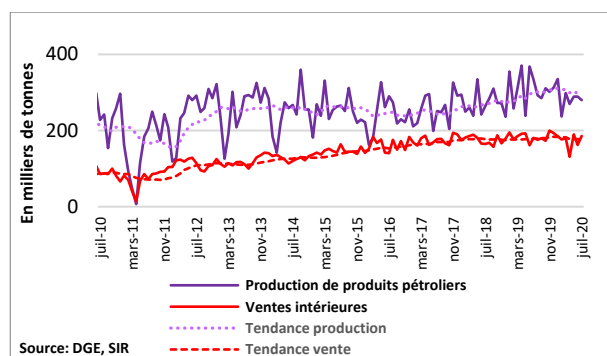
Par contre, en dépit du reflux de la production de diamant (-7,9%), la branche « extraction de minerais métalliques » évolue favorablement (+36,7%) à fin juin 2020.

Au niveau des *industries manufacturières*, la tendance baissière observée à fin juin 2020 pourrait se maintenir, au regard du recul des

exportations en volume de produits manufacturés de 12,1% à fin juillet 2020.

La production de produits pétroliers s'est repliée de 10,6% à fin juillet 2020, en raison de la baisse à la fois de la consommation nationale (-5,6%) et des exportations (-14,6%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



La **production d'électricité** connaît une augmentation de 4,9% portée à la fois par la consommation nationale (+7,8%) et les exportations (+12,5%). Cette bonne tenue de la consommation nationale est en lien avec l'accroissement de l'alimentation des mines d'or.

En ce qui concerne **l'indicateur avancé du BTP**, il enregistre une hausse de 4,0% à fin juin 2020, toutefois en décélération par rapport à la progression de 13,4% enregistrée à fin mars 2020.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire reste fortement affecté par les conséquences des mesures d'endiguement de la pandémie et enregistre un repli de l'activité de toutes les branches qui la composent, excepté les télécommunications.

En effet, au niveau des transports, le reflux du nombre de passagers commerciaux dans le transport aérien (-62,0% contre -57,3% à fin juin 2020) ainsi que celui du trafic global de marchandises dans le ferroviaire (-12,9% après -9,6%) s'accroissent.

Par contre, les reflux du transport routier (-2,2% contre -4,4% à fin juin 2020), au regard de l'évolution de la consommation des carburants « super » et « gasoil », du trafic global de

marchandises dans le maritime (-8,9% à fin juin 2020 contre -9,7% à fin mai 2020) et de l'Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail (-5,1% après -5,2% à fin juin 2020) s'atténuent avec la levée progressive des mesures restrictives de lutte contre la pandémie.

De même, les secteurs de l'hébergement et de la restauration ainsi que les activités de plaisance sont plombés par la Covid-19.

S'agissant du secteur des télécommunications, il enregistre une bonne performance caractérisée par la progression aussi bien du trafic voix (+61,8%) que du chiffre d'affaires (+9,0%) à fin juin 2020.

Prix à la consommation

Au mois de juillet 2020, les prix à la consommation (IHPC) enregistrent un accroissement de 2,7% en glissement annuel. Les plus forts renchérissements des prix concernent les fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,4%), « transports » (+5,8%) et « logement, eau, gaz et électricité » (+2,3%).

Les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » subissent l'augmentation des prix des « tubercules et plantains » (+25,0%), des « fruits » (+5,3%), des poissons (+5,2%) et des « légumes frais » (+3,4%). Au niveau du transport, les opérateurs du transport routier ont ajusté leurs tarifs à la hausse pour tenir compte de la réduction du nombre de passagers imposée par l'application des mesures de lutte contre la Covid-19.

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2020, l'indice des prix à la consommation augmente de 2,5%, impulsé notamment par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,8%), les transports (+2,1%) et les services de « logement, eau, gaz et électricité » (+3,0%).

Les mesures de plafonnement de prix des produits alimentaires de grande consommation adoptées par le Gouvernement ont permis

d'atténuer l'envolée des prix dans le contexte de la crise sanitaire à coronavirus.

Emploi

Le nombre de salariés sur le marché de l'emploi formel progresse de 3,1% par rapport au début d'année pour s'établir à 1 076 593. Cette hausse tire sa source de l'accroissement des emplois à la fois dans le secteur public (+5,5%) et le secteur privé (+2,5%).

En lien avec la crise sanitaire, la situation sur le front de l'emploi privé formel apparaît contrastée avec un accroissement de 20,9% des nouvelles immatriculations et des réembauches comparées aux sept premiers mois de l'année 2019, combiné à une poussée des cessations d'activités au mois de juillet 2020 (10 446 après 2 774 le mois précédent et 3 567 un an plus tôt). Cette situation serait l'illustration d'un impact différencié de la Covid-19 sur les secteurs de l'économie avec des secteurs qui restent fortement impactés et d'autres en phase de reprise ou tirant avantage de la crise sanitaire.

Finances publiques

La situation des finances publiques à fin juillet 2020 est caractérisée par un recul des recettes totales et dons de 5,7% par rapport à fin Juillet 2019, pour s'établir à 2 825,3 milliards. Cette évolution est essentiellement due aux replis des recettes fiscales (-111,4 milliards) et des recettes non fiscales (-29,9 milliards).

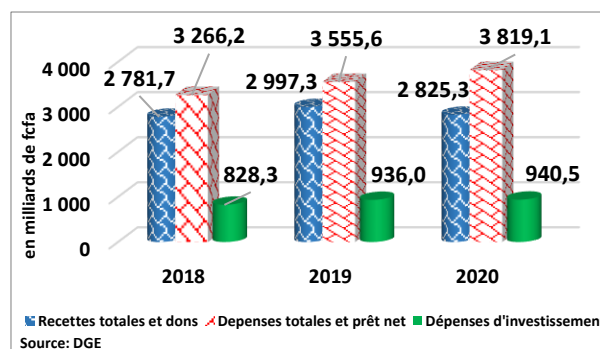
Les recettes fiscales subissent la contraction des recouvrements du BIC pétrole et gaz (-25,9 milliards), de la TVA (-22,2 milliards) et des taxes hors produits pétroliers (-19,5 milliards). S'agissant des recettes non fiscales, elles sont impactées par des mobilisations moindre au niveau de la redevance téléphonie cellulaire (-19,3 milliards) et des cotisations de sécurité sociale (-11,1 milliards).

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 3 819,1 milliards, en hausse de 7,4%. Cette hausse s'explique par une augmentation des dépenses de personnel (+67,7

milliards), des subventions et autres transferts (+143,5 milliards) et des dépenses de sécurité (+82,1 milliards).

Le recours au marché monétaire et financier à hauteur de 1 913,1 milliards a permis de financer le déficit budgétaire de 993,8 milliards ainsi que les échéances du capital de la dette publique due qui s'établit à 1 190,9 milliards (962,8 milliards de dette intérieure et 228,1 milliards de dette extérieure). Ces émissions, comprenant des bons du trésor de 1 140,4 milliards (dont 1028,8 milliards de bons de trésorerie), des emprunts obligataires de 302,0 milliards et des obligations du trésor de 470,7 milliards.

Graphique 2 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juillet



Echanges extérieurs

Au mois de juillet 2020, en glissement annuel, le commerce extérieur hors biens exceptionnels enregistre, en valeur, une baisse des exportations et des importations respectivement de 14,7% et 3,1%.

De même, sur les sept premiers mois de l'année 2020, les importations de biens en valeur reculent de 4,1% sous l'effet combiné du repli des prix de 5,4% et de l'augmentation du volume de 1,3%. Quant aux exportations, elles régressent de 5,5% suite à la contraction du volume de 6,0% et à la hausse des prix de 0,5%. Ainsi, les termes de l'échange s'améliorent de 6,3%.

La baisse des **exportations** découle de la contraction des ventes en valeur des *produits*

primaires (-5,2%), des produits transformés (-4,6%) et des produits miniers (-8,0%).

En ce qui concerne les **importations** en valeur, elles sont affectées par la contraction de la facture des achats de **biens de consommation** (-7,0%) et des **biens intermédiaires** (-5,2%) imputable essentiellement au recul des achats de riz (-36,0%), de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (-42,1%) et de « fer, fonte, acier et ouvrages en métaux » (-17,7%). Par contre, les acquisitions de **biens d'équipement** progressent de 5,9%, tirées par l'augmentation du volume (+9,2%), en dépit d'une contraction des prix (-3,1%).

Il ressort de ces évolutions un excédent commercial hors biens exceptionnels de 622,6 milliards en deçà de l'excédent de 710,4 milliards réalisé au terme des sept premiers mois de l'année 2019.

Situation monétaire et financière

La situation monétaire et financière est caractérisée par la poursuite de la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et des mesures prises pour soutenir le financement bancaire de l'économie ainsi que par le maintien de la tendance baissière des indices boursiers.

Situation monétaire

Le financement de l'économie est en hausse, en dépit de la crise économique engendrée par la Covid-19.

Sur les sept premiers mois de l'année 2020, les montants cumulés des nouvelles mises en place de crédits ordinaires et des escomptes d'effets de commerce progressent respectivement de 8,7% (+247,5 milliards) et de 1,6% (+9,7 milliards). En revanche, les dépôts baissent de 1,5% (-17,6 milliards). La hausse des nouvelles mises en place de crédits provient principalement de l'accroissement des crédits accordés aux « Particuliers » (+266,3 milliards), aux « Autres

sociétés » (+91,5 milliards), aux « Clients divers » (+67,2 milliards) et à l'« Etat et organismes assimilés » (+18,1 milliards).

Les taux d'intérêt moyens appliqués se situent en moyenne à 6,5% pour les nouveaux crédits et à 1,2% pour les dépôts. Ces taux sont stables en glissement annuel, alors que le taux d'intérêt moyen des escomptes d'effet de commerce augmente de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 7,0%.

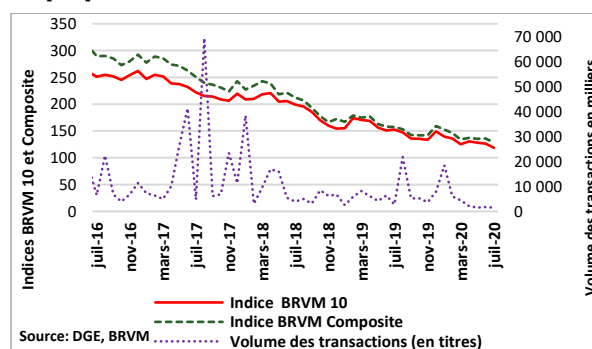
Ainsi, à fin juillet 2020, la masse monétaire au sens large (M2) s'accroît de 17,2% (+1 652,6 milliards). Elle bénéficie de la progression des actifs extérieurs nets de 41,7% (+716,8 milliards), des créances sur l'économie de 8,9% (+614,6 milliards) et des créances nettes sur l'Administration Centrale de 4,0% (+113,8 milliards).

Marché boursier

L'activité boursière régionale est marquée par la décre de des principaux indicateurs du marché des actions et par une préférence des acteurs pour le marché obligataire.

A fin juillet 2020, les indices BRVM 10 et BRVM composite se contractent respectivement de 20,4% et 19,2% en variation mensuelle.

Graphique 3 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



De même, en moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2020, les indices BRVM 10 et BRVM composite baissent respectivement de 19,8% et de 17,5%. Ces évolutions sont en lien avec les contreperformances observées au niveau de la plupart des branches, notamment l'« Agriculture » (-30,6%), l'« Industrie » (-27,0%), le « Service public » (-23,5%) et le

« Transport » (-10,6%). Par ailleurs, le volume et la valeur transigés baissent modérément de 1,2% et de 4,9%. S'agissant de la capitalisation boursière, elle s'affiche en hausse de 7,2%, sous l'effet conjugué d'un accroissement du marché des obligations de 38,6% et d'une contraction du marché des actions de 17,5%.

En conclusion, l'activité économique reste marquée par l'impact des mesures mises en œuvre au plan mondial pour freiner la propagation de la Covid-19. Les secteurs tertiaire et secondaire accusent des baisses d'activités tandis que la situation du secteur primaire reste mitigée.

Cependant, la bonne orientation du financement bancaire de l'économie ainsi que la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire par le Gouvernement laissent espérer une reprise rapide de l'activité.

Tableau de bord

	Déc.-19	Janv.-20	Févr.-20	Mars-20	Avril-20	Mai-20	Juin-20	Juil-20	Variations en glissement (Cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	18,9%	7,1%	-13,0%	-51,7%	-74,0%	-58,7%	-37,3%	-32,2%	-38,6%
Cours du Cacao	10,7%	15,0%	20,4%	6,3%	-2,6%	0,0%	-7,4%	-13,0%	2,4%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-2,4%	-2,8%	-3,9%	-2,1%	-3,3%	-2,5%	-0,3%	5,4%	-1,4%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao	2,5%	nc	nc	-7,1%	nc	nc	-19,5%	nc	nc
Café	0,0%	nc	nc	-2,8%	nc	nc	-57,2%	nc	nc
Coton graine	12,4%	7,0%	12,1%	-7,7%	8,6%	-55,1%	nc	nc	nc
Noix de cajou	-100,0%	0,0%	0,0%	-5,7%	-11,5%	118,2%	-28,4%	38,8%	15,0%
Secondaire									
IHPI global	nd	3,6%	7,6%	-0,6%	-9,0%	-9,3%	-0,6%	nd	nc
IHPI hors extraction	nd	3,6%	7,5%	-0,6%	-9,0%	-9,2%	-0,5%	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	nd	1,3%	6,1%	-0,7%	-7,7%	-8,8%	0,9%	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	nd	2,9%	10,2%	3,6%	0,6%	4,1%	3,7%	nd	nc
BTP	nd	14,7%	12,8%	24,1%	-13,1%	-4,4%	-0,3%	nd	nc
Production d'électricité	11,7%	3,1%	11,6%	3,9%	1,8%	5,6%	5,2%	3,6%	4,9%
Production de produits pétroliers	32,2%	-5,4%	-8,2%	-4,0%	-27,1%	21,2%	-21,6%	-16,3%	-10,6%
Pétrole brut	-22,6%	-19,8%	-20,6%	-34,6%	-28,2%	-21,4%	-23,1%	-22,0%	-24,3%
Gaz naturel	15,0%	1,8%	7,3%	0,4%	1,1%	7,7%	1,2%	-4,8%	2,0%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	2,0%	1,7%	3,3%	3,6%	-13,3%	-19,7%	-4,7%	-5,2%	-5,3%
Trafic global maritime	-17,0%	-25,1%	16,0%	-5,7%	-30,2%	3,1%	-4,4%	nd	nc
Total voyageurs aérien	0,9%	-1,0%	5,3%	-45,8%	-99,2%	-98,5%	-97,7%	-83,7%	-62,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-2,4%	1,3%	-6,6%	-19,4%	-6,3%	0,3%	-25,8%	-31,3%	-12,9%
Echanges extérieurs¹									
Exportation en volume	28,5%	-11,4%	-5,7%	-25,6%	13,3%	-15,4%	17,2%	-9,1%	-6,0%
Importation en volume	-20,0%	4,6%	0,8%	1,4%	-16,9%	-4,0%	33,2%	0,2%	1,3%
Exportation en valeur	20,0%	20,6%	0,4%	-8,1%	-13,5%	-20,2%	-5,7%	-7,6%	-5,5%
Importation en valeur	-13,4%	-6,9%	-6,5%	-4,3%	-2,8%	-7,1%	4,1%	-4,1%	-4,1%
Solde commercial ²	285,0	241,4	201,6	204,2	-28,1	-1,2	146,4	-141,4	622,6
Financement									
Masse Monétaire (M2)	10,8%	11,6%	10,9%	11,4%	11,7%	14,8%	15,6%	17,2%	17,2%
Actifs Extérieurs Nets	22,9%	40,7%	36,5%	31,2%	53,2%	43,2%	62,2%	41,7%	41,7%
Créances intérieures	9,6%	6,3%	4,9%	8,3%	6,8%	10,7%	7,7%	7,5%	7,5%
Créances nettes sur l'AC	20,4%	17,2%	21,6%	20,7%	17,5%	19,8%	15,2%	4,0%	4,0%
Créances sur l'économie	6,1%	2,7%	-0,8%	4,0%	3,1%	7,4%	4,8%	8,9%	8,9%
BRVM composite	-7,5%	-8,3%	-18,5%	-23,2%	-22,6%	-17,1%	-14,0%	-18,2%	-17,5%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	7,9%	10,9%	4,0%	1,0%	-18,6%	-15,7%	-18,3%	5,9%	-5,7%
Dépenses totales & Prêts nets	-19,1%	-0,5%	-22,1%	25,7%	-10,8%	27,8%	29,0%	0,1%	7,4%
Investissement public	-19,8%	-30,9%	-39,9%	11,4%	-65,2%	98,3%	90,7%	-13,7%	0,5%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-24,78	136,98	-24,84	-248,76	-83,65	-208,03	-395,03	-170,47	-993,80
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	1,6%	2,0%	2,6%	2,4%	2,3%	2,3%	2,8%	2,7%	2,5%
Indice des biens alimentaires	3,5%	3,8%	5,4%	5,7%	5,6%	3,6%	4,8%	4,4%	4,8%
IHPC hors biens alimentaires	0,8%	1,2%	1,4%	1,1%	0,9%	1,7%	2,0%	2,0%	0,0%
Emploi									
Salariés secteur formel	2,7%	2,9%	2,5%	3,0%	1,2%	1,7%	2,8%	2,5%	2,5%
Salariés secteur formel privé	2,2%	2,4%	2,0%	0,5%	0,3%	0,9%	2,4%	1,7%	1,7%

Direction Générale de l'Economie
Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci
Tel : +(225)20200924/20200925

¹ Hors biens exceptionnels
² En milliards de FCFA